



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 67

Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives

Présentation

**Présenté par
M. Sam L. Elkas
Ministre des Transports**

**Éditeur officiel du Québec
1990**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi institue le Conseil métropolitain de transport en commun. La compétence du Conseil s'exercera sur le territoire des trois sociétés de transport en commun qui desservent le territoire de la Ville de Laval et des municipalités de la Communauté urbaine de Montréal et de la rive sud de Montréal.

Le Conseil a pour fonction de faciliter les déplacements dits régionaux, c'est-à-dire ceux des personnes qui utilisent les services de transport en commun des trois sociétés de transport de la région de Montréal. À cet effet, il établira les tarifs des services de transport en commun régionaux, quelqu'en soit le mode. De plus, le Conseil décidera et planifiera la réalisation d'infrastructures communes aux sociétés et répartira, entre elles, les revenus provenant de la vente des titres de transport donnant accès aux trois réseaux ainsi que certains coûts reliés au développement ou à l'exploitation de ces réseaux.

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal afin de transférer, de la Communauté à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la responsabilité de construire les prolongements du métro, tant sur le territoire de la Communauté qu'à l'extérieur de ce territoire. Il modifie aussi les lois constitutives des deux autres sociétés pour assurer la concordance de leurs dispositions, plus particulièrement en matière financière.

Enfin, ce projet de loi contient différentes mesures transitoires pour permettre la mise en place du Conseil et assure la validation des actes déjà posés pour faciliter les déplacements régionaux.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);
- Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42);

– Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal
(1985, chapitre 32).

Projet de loi 67

Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

INSTITUTION ET ORGANISATION

1. Est institué le « Conseil métropolitain de transport en commun ».

Le Conseil est une corporation au sens du Code civil; il exerce tous les pouvoirs d'une telle corporation en outre de ceux que la présente loi lui confère.

2. Le Conseil a compétence sur le transport en commun régional effectué sur son territoire. Ce territoire est constitué des territoires des sociétés de transport en commun, tels que décrits dans les lois constitutives de ces organismes.

Le transport en commun régional est celui qui permet à une personne de se déplacer du réseau de transport en commun d'une société à celui d'une autre société ou, à l'intérieur d'un même réseau, du territoire d'une société à celui d'une autre.

Les sociétés de transport en commun sont la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, la Société de transport de la Ville de Laval et la Société de transport de la rive sud de Montréal.

3. Le Conseil a également compétence quant à l'établissement à l'extérieur de son territoire d'un prolongement d'un service de transport en commun par trains de banlieue établi sur son territoire et quant à la tarification selon le deuxième alinéa de l'article 24.

4. Le Conseil a son siège social dans son territoire, à l'endroit qu'il détermine; il publie un avis de la situation ou de tout changement de la situation de son siège social dans un journal diffusé dans son territoire.

5. Le Conseil se compose de treize membres dont un président et un vice-président.

6. Les membres du Conseil sont répartis de la façon suivante:

1° le président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal;

2° six membres désignés par la Ville de Montréal;

3° deux membres désignés par la Communauté urbaine de Montréal parmi les membres de son Conseil représentant les municipalités autres que la Ville de Montréal;

4° deux membres désignés par la Ville de Laval;

5° deux membres désignés par la Société de transport de la rive sud de Montréal.

Il peut pareillement être désigné un remplaçant pour chaque membre. Les membres du Conseil et leurs remplaçants doivent être des élus municipaux, sauf le président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

Malgré les articles 52 et 53 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2), seuls les membres représentant les municipalités autres que la Ville de Montréal peuvent voter pour la désignation des personnes visées au paragraphe 3° du premier alinéa; ce vote est pris à la majorité des voix de ces membres.

7. Le Conseil élit le président et le vice-président parmi ses membres, à l'exclusion du président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal qui agit à titre de président d'élection, et détermine la durée de leur mandat qui ne peut excéder celle de leur mandat comme membre du Conseil.

Le mandat du président et du vice-président est renouvelable.

8. Chaque membre est désigné pour un mandat d'au plus quatre ans. Ce mandat est renouvelable.

9. La destitution d'un membre ne prend effet qu'à compter de sa notification au Conseil.

10. Le quorum aux assemblées du Conseil est de six membres dont :

1° trois parmi ceux désignés par la Ville de Montréal;

2° un parmi ceux désignés par la Communauté urbaine de Montréal parmi les membres de son Conseil représentant les municipalités autres que la Ville de Montréal;

3° un parmi ceux désignés par la Ville de Laval;

4° un parmi ceux désignés par la Société de transport de la rive sud de Montréal.

Le Conseil peut toutefois agir malgré l'absence d'un membre visé au premier alinéa à toute assemblée dûment convoquée une seconde fois si, après une première convocation, l'assemblée n'a pu, en raison de l'absence de ce membre, avoir lieu à la date fixée. Le Conseil ne peut alors voter que sur les sujets mentionnés à l'ordre du jour des deux avis de convocation.

11. Le président convoque les assemblées du Conseil, les préside et voit à leur bon déroulement.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou en cas de vacance de son poste jusqu'à la nomination de son successeur.

Deux membres du Conseil peuvent exiger du président, du vice-président ou, à défaut, du secrétaire-trésorier, la convocation d'une assemblée spéciale du Conseil. Cette assemblée spéciale doit être tenue dans les 10 jours de la réception de la demande.

12. Un membre ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui du Conseil.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, à la condition qu'il y renonce ou en dispose avec diligence après l'avoir révélé par écrit au Conseil et s'être abstenu de participer à toute délibération au cours de laquelle son intérêt est débattu ainsi qu'à toute délibération ou décision concernant l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt.

13. Le Conseil fixe la rémunération et l'allocation des dépenses de ses membres. Il peut également fixer une rémunération et une allocation de dépenses additionnelles pour le président.

14. Le Conseil nomme le secrétaire-trésorier, détermine la durée de son mandat et peut engager d'autres employés s'il le juge utile. Il fixe leurs conditions de travail, leur rémunération ainsi que leurs avantages sociaux. Il peut aussi nommer un remplaçant au secrétaire-trésorier pour agir en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci.

Le mandat du secrétaire-trésorier est d'au plus cinq ans. Ce mandat est renouvelable. Le secrétaire-trésorier possède un droit de parole aux assemblées du Conseil.

15. Le secrétaire-trésorier doit notamment :

1° assister à toutes les assemblées du Conseil et en dresser le procès-verbal ;

2° conserver les livres, registres et autres documents du Conseil ;

3° assurer le suivi des décisions du Conseil ;

4° seconder le Conseil lors de l'élaboration de son budget ;

5° administrer le budget adopté par le Conseil ;

6° assurer la liaison entre le Conseil et les comités qu'il forme ;

7° exercer à l'égard des autres employés, s'il en est, son autorité à titre de gestionnaire des ressources humaines, matérielles et financières du Conseil.

16. Tout procès-verbal d'une assemblée du Conseil et tout livre, registre ou autre document, signés par le secrétaire-trésorier, par le président ou par toute autre personne que ce dernier désigne, est authentique. Il en est de même de toute copie certifiée conforme par l'un d'eux.

17. Tous les membres du Conseil, sauf le président du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, sont habilités à voter aux assemblées, disposent chacun d'une voix et sont tenus d'exercer leur droit de voter sauf en cas de conflit d'intérêts.

18. Sous réserve de l'article 29, toute décision du Conseil requiert à la fois la majorité des voix des membres désignés par la Ville de Montréal ainsi que la majorité des voix des autres membres.

En cas de partage des voix, la proposition soumise est censée être rejetée.

19. Le Conseil peut tenir ses assemblées à tout endroit sur son territoire.

Il doit tenir une assemblée au moins quatre fois par année.

Les assemblées du Conseil sont publiques.

20. Le Conseil doit prévoir, à chaque assemblée, une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du Conseil.

21. Le Conseil peut établir des règles pour sa régie interne.

22. Le Conseil peut former des comités techniques pour l'étude de questions particulières, déterminer leur mode de fonctionnement, en nommer les membres et les présidents et les charger de lui faire rapport, à l'époque qu'il indique, de leurs constatations et recommandations. Un représentant du ministre des Transports et un représentant du ministre des Affaires municipales peuvent participer d'office aux travaux de chacun de ces comités.

Un membre du Conseil ne peut siéger sur un comité technique.

CHAPITRE II

FONCTIONS ET POUVOIRS

23. Le Conseil a pour fonctions :

1° de favoriser le transport en commun régional en veillant à la coordination des services de transport et en planifiant la réalisation des infrastructures et des équipements de transport en commun régional;

2° de répartir entre les sociétés de transport en commun les revenus nets provenant de la vente des titres de transport en commun régional et certains coûts reliés aux réseaux de transport en commun des sociétés.

24. Le Conseil peut établir, selon les différents facteurs et selon les diverses catégories de personnes qu'il détermine, les tarifs pour le transport en commun régional effectué par :

1° autobus et métro;

2° minibus ou taxi pour le transport de personnes handicapées.

Le Conseil peut pareillement établir les tarifs pour le transport en commun par trains de banlieue effectué à l'extérieur du territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

25. Le Conseil peut, par règlement, établir:

1° les règles de partage, entre les sociétés de transport en commun, de toute subvention qu'il reçoit et des revenus provenant de la vente des titres de transport en commun régional;

2° pour ses dépenses de fonctionnement, les règles de contribution financière des sociétés et les modalités de paiement de cette contribution;

3° les règles de répartition, entre les sociétés, de leurs déficits d'exploitation et des dépenses effectuées pour la vente des titres de transport en commun régional;

4° les règles de répartition, entre les sociétés, des coûts directs et indirects d'immobilisation et d'exploitation concernant des infrastructures et des équipements de transport en commun régional achetés, réalisés, rénovés, restaurés ou améliorés après le 1^{er} janvier 1990;

5° pour les réseaux de métro et de trains de banlieue exploités le 1^{er} janvier 1990, les règles de répartition, entre les sociétés, du montant du service de la dette affecté à leur remboursement, déduction faite de toute subvention reçue pour défrayer en tout ou en partie ce montant.

Les sociétés doivent s'entendre, dans les délais que fixe le Conseil, sur les règles de répartition, entre elles, des coûts directs et indirects d'immobilisation et d'exploitation concernant des infrastructures et des équipements de transport en commun régional achetés, réalisés, rénovés, restaurés ou améliorés après le 1^{er} janvier 1990; à défaut, le Conseil applique pour cette répartition les règles prévues en vertu du paragraphe 4°.

26. Les sociétés de transport en commun doivent aussi s'entendre, dans les délais que fixe le Conseil, sur les modalités d'exploitation par la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, en dehors de son territoire, du réseau de métro; à défaut, le Conseil fixe ces modalités.

27. Pour l'application des règles fixées en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 25, le Conseil peut tenir compte, dans

le partage des revenus, du lieu de résidence des acheteurs des titres de transport en commun régional et de tout autre critère qu'il détermine.

28. Pour l'application des règles fixées en vertu de l'article 25, le Conseil effectue la répartition des dépenses, des déficits d'exploitation et des coûts directs et indirects d'immobilisation et d'exploitation selon le potentiel fiscal, au sens du troisième alinéa de l'article 220 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, des municipalités dont le territoire fait partie du territoire des sociétés. Cependant, les valeurs inscrites au rôle d'une municipalité sont uniformisées en utilisant le facteur comparatif annuel approuvé par le ministre des Affaires municipales selon l'article 264 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Cette répartition peut cependant être effectuée selon un autre critère que détermine, par règlement, le Conseil ou selon un tel critère et celui prévu au premier alinéa.

29. Un règlement adopté en vertu des articles 25 et 28 requiert l'unanimité des voix des membres du Conseil et doit être approuvé par le ministre des Transports.

30. Le Conseil peut, en vertu de l'article 25, partager des revenus et répartir des coûts relatifs à un service spécial de transport des personnes handicapées.

31. Le secrétaire-trésorier fait publier dans un journal diffusé dans le territoire du Conseil une copie de la résolution établissant ou modifiant un tarif de transport en commun régional.

Une résolution établissant ou modifiant un tel tarif prend effet le trentième jour qui suit sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

32. Une société qui en reçoit le mandat doit émettre les titres de transport en commun régional conformément aux règlements du Conseil et selon les tarifs fixés par celui-ci.

Elle doit maintenir une comptabilité distincte des revenus et des dépenses provenant de la vente de ces titres.

33. Le Conseil peut mandater une société pour procéder à toute étude, analyse ou enquête qu'il indique.

La Société qui reçoit ce mandat doit l'exécuter dans le délai fixé par le Conseil et lui transmettre son rapport dès la fin de ses travaux.

34. Le Conseil peut, sans formalité spéciale, conclure tout contrat avec la Communauté urbaine de Montréal ou une société.

Le Conseil peut également, sans formalité spéciale, conclure tout contrat de services professionnels pour la réalisation d'études, analyses ou enquêtes, quel qu'en soit le montant, et tout autre contrat comportant une dépense de 5 000 \$ et moins.

Le Conseil ne peut conclure un contrat comportant une dépense excédant 5 000 \$, mais inférieure à 50 000 \$, qu'après demande de soumissions faites par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux personnes. Lorsqu'un contrat comporte une dépense de 50 000 \$ et plus, le Conseil doit publier dans un journal diffusé dans son territoire une demande de soumissions publiques. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours.

35. Le Conseil peut ordonner à une société d'acheter, réaliser, rénover, restaurer ou améliorer un équipement ou une infrastructure de transport en commun régional. Lorsque cette infrastructure ou cet équipement de transport en commun régional est relié à l'établissement ou au prolongement du réseau de métro ou de trains de banlieue, le Conseil ne peut toutefois en ordonner l'achat, la réalisation, la rénovation, la restauration ou l'amélioration qu'à la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

La société qui en reçoit l'ordre doit, dans le délai fixé par le Conseil, préparer les plans et devis nécessaires et procéder à l'octroi des contrats afin d'acheter l'équipement ou l'infrastructure exigé ou, selon le cas, d'exécuter les travaux.

36. Le Conseil peut exiger des sociétés et de la Communauté urbaine de Montréal tout renseignement ou tout document qu'il juge utile à l'exercice de ses fonctions et de ses pouvoirs.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

37. L'exercice financier du Conseil se termine le 31 décembre de chaque année.

38. Au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année, le trésorier de chaque société, après réception d'un avis du secrétaire-trésorier lui indiquant le tarif que le Conseil prévoit adopter, transmet au Conseil, sur le formulaire prescrit par celui-ci, s'il en est, les prévisions

budgétaires avancées par le Conseil d'administration ou le comité exécutif de chaque société ainsi que tout autre renseignement exigé par le Conseil.

Le trésorier de la Communauté urbaine de Montréal transmet, pour la même date, le montant qu'il prévoit pour le remboursement du coût des achats et des travaux visés aux paragraphes 4° et 5° du premier alinéa de l'article 25 ainsi que tout autre renseignement exigé par le Conseil.

39. Le Conseil, au plus tard le 10 octobre de chaque année, transmet à chaque société et à la Communauté urbaine de Montréal un avis indiquant quels sont les tarifs de transport en commun régional qui seront en vigueur au cours de la période couverte par son prochain budget.

40. Le Conseil adopte son budget pour l'exercice financier suivant avant le 31 décembre de chaque année; il en transmet une copie aux sociétés, à la Communauté urbaine de Montréal, au ministre des Affaires municipales et au ministre des Transports dans les trente jours de son adoption.

41. Le budget du Conseil entre en vigueur le 1^{er} janvier de chaque année.

42. Le Conseil peut décréter des emprunts temporaires pour le paiement de ses dépenses d'administration courante et les contracter aux conditions et pour le terme qu'il détermine.

43. Les dépenses du Conseil sont à la charge des sociétés dont le territoire fait partie du territoire du Conseil.

44. Les chèques, billets et autres effets du Conseil sont signés par le président et le secrétaire-trésorier.

45. Le trésorier d'une société, qui a reçu le mandat visé à l'article 32, doit verser au Conseil, aux dates fixées par ce dernier, les revenus provenant de la vente des titres de transport en commun régional et lui indiquer les dépenses effectuées pour la vente de ces titres.

46. Le secrétaire-trésorier verse ou réclame, selon le cas, aux dates fixées par le Conseil, tout montant dû ou exigible par suite de l'application des règles adoptées en vertu des paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 25.

47. Le secrétaire-trésorier verse ou réclame, selon le cas, au plus tard le 30 juin, la somme représentant l'écart, pour un exercice financier, entre les montants estimés qui ont été versés ou réclamés à une société et le montant réel devant être versé ou réclamé, selon le cas, à cette société.

48. Aucun règlement ni aucune résolution du Conseil ni aucun rapport de ce dernier qui autorise ou recommande une dépense n'a d'effet avant la production d'un certificat du secrétaire-trésorier attestant qu'il y a ou qu'il y aura en temps utile des crédits disponibles pour les fins pour lesquelles cette dépense est projetée.

49. Le Conseil peut déterminer la date à compter de laquelle un montant est dû par une société et porte intérêts au taux qu'il détermine.

CHAPITRE IV

VÉRIFICATION ET RAPPORTS

50. Entre le 1^{er} décembre et le 1^{er} mai, le Conseil nomme un vérificateur pour l'exercice financier débutant durant cette période. Si le 1^{er} mai la nomination n'a pas eu lieu, le vérificateur nommé pour l'exercice financier précédent reste en fonction.

51. Le secrétaire-trésorier du Conseil doit informer le ministre des Affaires municipales du nom du vérificateur dès qu'il est nommé.

52. Ne peuvent agir comme vérificateur du Conseil :

1° un membre du Conseil;

2° un employé du Conseil;

3° l'associé d'un membre du Conseil;

4° une personne qui, durant l'exercice financier sur lequel porte la vérification, a directement ou indirectement un intérêt dans un contrat avec le Conseil ou qui tire quelque avantage de ce contrat, sauf si son rapport avec ce contrat découle de l'exercice de sa profession;

5° les vérificateurs de la Communauté urbaine de Montréal, de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, de la Société de transport de la Ville de Laval et de la Société de transport de la rive sud de Montréal.

53. Le ministre des Affaires municipales peut, s'il l'estime nécessaire, nommer un autre vérificateur que celui visé par l'article 50 et exiger que celui-ci lui fasse rapport.

54. Chaque société et la Communauté urbaine de Montréal doivent transmettre au Conseil une copie de leurs états financiers vérifiés au plus tard le 30 avril de chaque année.

55. Le vérificateur du Conseil doit :

1° vérifier les états financiers et tout autre document que détermine le ministre des Affaires municipales par règlement publié à la *Gazette officielle du Québec*;

2° exécuter toute vérification que le Conseil juge nécessaire;

3° transmettre son rapport au secrétaire-trésorier au plus tard le 31 mai qui suit l'expiration de l'exercice financier pour lequel il a été nommé.

56. Le rapport du vérificateur doit notamment mentionner si les états financiers du Conseil représentent fidèlement sa situation financière au 31 décembre et faire état du résultat des opérations pour l'exercice financier qui se termine à cette date.

57. Dès la fin de l'exercice financier, le secrétaire-trésorier dresse le rapport financier pour l'exercice qui vient de se terminer et atteste sa véracité.

Ce rapport est dressé sur les formules fournies, le cas échéant, par le ministre des Affaires municipales. Il comprend les états financiers du Conseil et tout autre renseignement requis par le ministre des Affaires municipales et par le ministre des Transports.

58. Le secrétaire-trésorier dépose son rapport lors d'une assemblée du Conseil en même temps que le rapport du vérificateur.

Le secrétaire-trésorier doit transmettre une copie de son rapport et de celui du vérificateur au ministre des Affaires municipales et au ministre des Transports au plus tard le 30 juin de chaque année.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES

59. Quiconque falsifie ou altère un titre de transport en commun régional, utilise un service de transport en commun régional sans avoir

en sa possession un titre de transport en commun régional ou utilise un tel service en ayant en sa possession un titre de transport en commun régional falsifié ou altéré, est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$.

60. Une poursuite pour une infraction prévue à l'article 59 peut être intentée par la société qui exploite le réseau de transport en commun sur lequel l'infraction a été constatée ou par une personne qu'elle autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin. Cette poursuite est intentée sur le territoire de la société où l'infraction a été constatée.

Une telle poursuite doit être intentée dans un délai de 6 mois de la perpétration de l'infraction.

61. Les poursuites pénales peuvent être intentées devant la cour municipale ayant juridiction dans le territoire où l'infraction a été constatée.

62. L'amende appartient au poursuivant et les frais appartiennent à la municipalité dont dépend la cour municipale qui a entendu l'affaire.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

63. Pour l'application des articles 25, 46 et 47, la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal représente la Communauté urbaine de Montréal dans l'exercice de ses droits de propriété de tout équipement et infrastructure ou autre bien immobilier reliés au réseau de métro, dont le titre de propriété n'est pas transféré à la Société le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), et assume les droits et obligations de la Communauté dans le partage des coûts directs et indirects de ces biens.

64. Lorsque la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal reçoit un ordre du Conseil concernant l'établissement ou le prolongement du réseau de métro ou de trains de banlieue, la Communauté urbaine de Montréal doit inscrire les acquisitions et travaux prévus au programme de ses immobilisations et en assumer le financement même si ces acquisitions et travaux sont situés ou doivent être réalisés en tout ou en partie en dehors de son territoire.

65. Sous réserve de l'article 64, la société qui achète, réalise, répare, rénove, restaure ou améliore une infrastructure ou un

équipement, pour faire suite à un ordre du Conseil, doit l'inscrire au programme de ses immobilisations et en assumer le financement.

66. Tout délai accordé par la présente loi au Conseil pour accomplir un acte ou pour prendre une décision peut être prorogé, à la demande du Conseil, par le ministre des Affaires municipales ou par le ministre des Transports, selon le cas.

67. Si le Conseil n'accomplit pas un acte ou ne prend pas une décision dans le délai imparti par la présente loi ou fixé par le ministre des Affaires municipales ou par le ministre des Transports en vertu de l'article 66, le gouvernement peut accomplir cet acte ou prendre cette décision.

Un acte accompli ou une décision prise par le gouvernement lie le Conseil comme s'il avait lui-même accompli cet acte ou pris cette décision.

Un acte accompli ou une décision prise par le gouvernement ne peut être annulé, abrogé ou modifié par le Conseil sans l'approbation du gouvernement.

Le Conseil peut accomplir un acte ou prendre une décision même après le délai imparti par la présente loi, pourvu qu'il le fasse avant que cet acte n'ait été accompli ou que cette décision n'ait été prise par le gouvernement.

68. Lorsqu'une société ou la Communauté urbaine de Montréal fait défaut de se conformer aux exigences de l'un des articles 32, 33, 35, 64 ou 65, le gouvernement peut se substituer à elle et prendre toute mesure utile pour satisfaire à ces exigences.

69. La Commission municipale du Québec a compétence pour arbitrer, à la demande du Conseil ou d'une société, toute question litigieuse existant entre ces parties relativement à l'application d'un règlement du Conseil.

Pour l'application du présent article, le Conseil est un organisme municipal au sens de l'article 24.4 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) et la section IV de cette loi s'applique compte tenu des adaptations nécessaires.

70. Toute disposition de la Charte de la Ville de Montréal ou de ses règlements et de la Charte de la Ville de Laval ou de ses règlements, de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, de la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval et de la Loi sur

la Société de transport de la rive sud de Montréal incompatible avec les dispositions de la présente loi est sans effet.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

[[71. Le gouvernement accorde au Conseil, pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 décembre 1994, une subvention d'au plus 144 400 000 \$ qu'il verse par tranche annuelle à la date et aux conditions qu'il fixe.

Toute somme annuelle est déterminée par le gouvernement, sauf pour l'année 1990 où elle est de 26 492 760 \$.]]

72. La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, après entente avec la Communauté urbaine de Montréal, acquiert les droits et assume les obligations de la Communauté à l'égard du bureau de transport métropolitain, créé en vertu du deuxième alinéa de l'article 104 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal. Les ressources humaines, matérielles et financières affectées au fonctionnement de ce bureau deviennent, sans autre formalité, les ressources de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal.

Le transfert du bureau de transport métropolitain prévu au présent article constitue une aliénation d'entreprise au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) et les articles 45 et 46 de ce code s'y appliquent.

73. Le ministre des Transports convoque la première assemblée du Conseil à la date et à l'endroit qu'il détermine.

74. L'ordre du jour de la première assemblée du Conseil doit notamment comporter les sujets suivants:

- 1° l'élection du président;
- 2° la nomination du secrétaire-trésorier;
- 3° la fixation des dates des assemblées du Conseil pour l'année 1990;
- 4° l'adoption du budget du Conseil pour l'année 1990;
- 5° l'adoption des règlements visés à l'article 25;

6° la nomination d'un vérificateur pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 1990.

75. Les titres de transport en commun régional, émis par une société afin de permettre l'utilisation des services de transport en commun régional à compter du 1^{er} janvier 1990, sont réputés être des titres émis en vertu de l'article 32.

Les revenus et les dépenses qui proviennent de la vente de ces titres sont respectivement partagés et réparties conformément aux paragraphes 1° et 3° du premier alinéa de l'article 25 et à l'article 45.

76. Le budget que le Conseil adopte pour l'année 1990 est réputé avoir été adopté conformément à l'article 40.

77. Tout premier règlement du Conseil adopté en vertu de l'article 25 a effet depuis le 1^{er} janvier 1990.

78. Malgré toute disposition inconciliable de la présente loi, un règlement, un ordre ou une décision du Conseil ne peut, sans l'accord du ministre des Transports, faire obstacle à la réalisation d'une entente conclue avant le (*indiquer ici la date de présentation de la présente loi*) et visant le réseau de trains de banlieue ou le prolongement du réseau de métro sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et sur le territoire de la Ville de Laval.

79. Un règlement, un ordre ou une décision du Conseil ne peut avoir pour effet d'interdire l'utilisation d'un terminus d'autobus, situé sur son territoire, par un Conseil intermunicipal constitué en vertu de la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1) ou par une municipalité qui organise un service de transport en commun en vertu de l'article 467 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) ou de l'article 525 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).

80. L'article 104 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

81. L'article 209 de cette loi est modifié par le remplacement :

1° dans la dernière ligne du premier alinéa, de « 15 octobre » par « 1^{er} novembre » ;

2° dans la première ligne du deuxième alinéa, du nombre « 15 » par le nombre « 30 ».

82. L'article 210.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « 15 octobre » par « 1^{er} novembre ».

83. L'article 223 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « immobilisations » des mots « sur son territoire et en dehors de son territoire dans le cas d'extension du réseau de métro ou de trains de banlieue » ;

2° par l'insertion, après la première phrase du troisième alinéa, de ce qui suit : « Lorsque le programme vise des immobilisations relatives au réseau de métro ou de trains de banlieue, les dispositions qui y sont relatives sont également transmises au Conseil métropolitain de transport en commun, institué en vertu de la Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives (1990, chapitre *(indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi dans le recueil des lois du Québec de 1990)*). » ;

3° par l'addition, à la fin du cinquième alinéa, des mots « ainsi que d'un autre écrit du Conseil métropolitain de transport en commun certifiant que ce programme est conforme à ses décisions relatives au réseau de métro ou de trains de banlieue, le cas échéant ».

84. L'article 224 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la première phrase du premier alinéa, des mots « ou pour le financement du réseau de métro ou de trains de banlieue ».

85. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 287, du suivant :

« **287.1** La Société peut exploiter un système de transport terrestre guidé de passagers, en surface, en sous-sol ou au-dessus du sol, dans et en dehors de son territoire. ».

86. L'article 291.2 de cette loi est abrogé.

87. L'article 293 de cette loi est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

88. L'article 294 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **294.** La Société a compétence pour étendre le réseau de métro dans le territoire mentionné à l'annexe A ainsi que dans le territoire

de la Ville de Laval et des municipalités dont le territoire fait partie du territoire de la Société de transport de la rive sud de Montréal. La Société peut :

a) construire des voies souterraines et leurs accessoires, des voies en surface, en tranchées ou élevées, et des embranchements et leurs accessoires;

b) avec l'approbation du gouvernement, convenir avec toute compagnie de chemin de fer d'acheter, de prendre à loyer ou d'utiliser de quelque façon les voies ferrées de telle compagnie ou les terrains sur lesquels reposent ces voies pour l'établissement d'un système de transport rapide des voyageurs;

c) construire des stations souterraines ou en surface et toutes choses nécessaires au fonctionnement du réseau de métro;

d) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes, droits de passage ou immeubles requis pour l'exploitation du réseau de métro et, pour faciliter l'implantation ou la construction de ce réseau ou en réduire les coûts, acheter et céder toutes servitudes, droits de passage et immeubles;

e) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes et tous droits temporaires sur des immeubles durant la période nécessaire à la construction;

f) décréter l'expropriation des biens et droits mentionnés aux paragraphes *d* et *e* aux fins pour lesquelles la Société peut autrement les acquérir;

g) réglementer l'usage de l'espace dans la partie souterraine du réseau de métro pour en assurer la sécurité des ouvrages;

h) construire des voies d'accès au réseau de métro à l'intérieur d'établissements commerciaux ou autres et sur des terrains privés; acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des servitudes et des droits de passage à cette fin;

i) pour le fonctionnement et l'exploitation du réseau de métro et de ses stations, établir, construire, aménager, posséder et exploiter, par elle-même ou par une autre personne, des parcs de stationnement, des postes de taxis, des terminus d'autobus et toutes autres choses y nécessaires;

j) acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble ou toute servitude situé à proximité de toute construction, tout espace,

toute chose nécessaire au fonctionnement du réseau de métro, en vue de permettre un meilleur aménagement des accès au métro et de ces immeubles. Toutefois, l'approbation préalable de la municipalité, dans laquelle cet immeuble ou servitude est situé, est requise;

k) subdiviser, resubdiviser, échanger ou vendre, en tout ou en partie, tout immeuble, toute partie d'immeuble ou droit immobilier quelconque dont elle est devenue propriétaire en vertu du paragraphe *j*.

Les paragraphes *a* à *k* du premier alinéa s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout réseau ou système de transport terrestre guidé des passagers.

La Société est seule propriétaire de ses ouvrages et immeubles nécessaires à l'exploitation du réseau de métro. La Communauté doit transférer gratuitement à la Société tous les droits immobiliers, ainsi que leurs titres, biens meubles et autres droits qu'elle peut détenir en relation avec le réseau de métro. Le service de la dette afférente aux biens de la Société de transport est réparti comme un déficit de ladite Société et le service de la dette afférente aux autres biens et droits acquis à l'origine par la Communauté est réparti comme une dépense de la Communauté. Cependant, lorsqu'une extension du réseau de métro est faite sur le territoire de la Société de transport de la Ville de Laval ou des municipalités dont le territoire fait partie du territoire de la Société de transport de la rive sud de Montréal, la Société ne conserve que la partie souterraine du réseau et elle doit transférer à la municipalité sur le territoire de laquelle l'extension a été réalisée les biens, droits et titres immobiliers qu'elle a pu acquérir à cette fin en surface ou au-dessus du sol.

Malgré la répartition du service de dette prévue par le présent article, les engagements que comportent les titres émis par la Communauté et les contrats conclus par elle ou par la Société, aux fins de l'extension du réseau de métro sur le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe A, sur le territoire de la Société de transport de la Ville de Laval ou sur le territoire des municipalités dont le territoire fait partie du territoire de la Société de transport de la rive sud de Montréal, constituent des obligations directes et générales de la Communauté et des municipalités mentionnées aux annexes A et B. La Communauté et ces municipalités sont conjointement et solidairement responsables des obligations contractées par la Communauté envers les possesseurs des titres qu'elle a émis ou envers les personnes qui ont des créances découlant des contrats.

À l'occasion d'une expropriation pour les fins du présent article, la Société possède, compte tenu des adaptations nécessaires, les

pouvoirs prévus aux paragraphes *a* et *c* de l'article 956 de la Charte de la Ville de Montréal.

Lorsqu'une expropriation est décidée par la Société aux fins prévues par le présent article, sauf lorsqu'elle a pour objet une servitude ou un droit qui n'affecte que le sous-sol d'un immeuble ou lorsqu'une municipalité a déjà manifesté son intention de ne pas exproprier elle-même, la Société doit offrir à la municipalité dans laquelle est situé un immeuble ou un droit immobilier touché par cette expropriation projetée de procéder elle-même à l'expropriation, à ses propres frais. Sous réserve du paragraphe *j* du premier alinéa, la Société ne peut procéder à l'expropriation que si cette municipalité fait défaut d'accepter par résolution l'offre de la Société dans les 90 jours de sa réception.

La municipalité qui a acquis un immeuble ou un droit immobilier en vertu du paragraphe *j*, possède, compte tenu des adaptations nécessaires, les pouvoirs prévus au paragraphe *k*.

Si la municipalité a ainsi accepté l'offre de la Société, elle demeure propriétaire des immeubles expropriés, sous réserve de l'obligation de transférer gratuitement à la Société les biens, droits et titres immobiliers nécessaires à la construction de ces extensions du réseau de métro. La Société ne demeure par la suite propriétaire que de la partie souterraine de ces extensions.

Aux fins du présent article, la Société possède les pouvoirs prévus à l'article 292. ».

89. L'article 295 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et sixième lignes, du mot « Communauté » par le mot « Société ».

90. L'article 296 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « Communauté » par le mot « Société ».

91. L'article 297 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « à titre de mandataire de la Communauté » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « est » par les mots « et la Société sont » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, du mot « Communauté » par le mot « Société » ;

4° par le remplacement, dans la dernière ligne du quatrième alinéa, du mot « troisième » par le mot « quatrième ».

92. L'article 298 de cette loi est modifié par la suppression, dans la sixième ligne du premier alinéa, des mots « à titre de mandataire de la Communauté ».

93. L'article 301 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **301.** Au cas de dissolution de la Société, ses biens, après paiement de ses dettes, sont dévolus à la Communauté aux conditions prescrites par le gouvernement. ».

94. L'article 303 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **303.** Chaque année, la Société prépare le budget pour l'exercice financier suivant et le transmet au secrétaire de la Communauté et au secrétaire-trésorier du Conseil métropolitain de transport en commun au plus tard le 15 octobre. ».

95. L'article 306.14 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin de la première phrase du premier alinéa, des mots « , sauf pour le financement du réseau de métro et de trains de banlieue ».

96. L'article 77 de la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **77.** Chaque année, la Société prépare le budget pour l'année financière suivante et le transmet, avant le 1^{er} novembre, au conseil de la Ville de Laval et au secrétaire-trésorier du Conseil métropolitain de transport en commun institué en vertu de la Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives (1990, chapitre *(indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi dans le recueil des lois du Québec de 1990)*). ».

97. L'article 78 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, de « 1^{er} » par le nombre « 15 ».

98. L'article 103 de la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **103.** Chaque année, le comité exécutif prépare le budget pour l'année financière suivante et le transmet, au plus tard le

1^{er} novembre, au secrétaire de la Société et au secrétaire-trésorier du Conseil métropolitain de transport en commun institué en vertu de la Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives (1990, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de la présente loi dans le recueil des lois du Québec de 1990*)). ».

99. Le ministre des Transports est chargé de l'application de la présente loi, à l'exception des articles 37 à 58 dont l'application relève du ministre des Affaires municipales.

100. Les articles 24 et 76 ont effet depuis le 1^{er} janvier 1990.

101. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), sauf les articles 72, 80, 83 à 93 et 95 qui entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement.